

Le changement climatique mondial

Sommaire de l'article de Peter Melnychuk

Le programme de formation en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le bassin de la mer Caspienne (PFC) illustre bien les efforts déployés par le Canada pour aider les pays dont l'économie est en voie de transition à réduire les effets du changement climatique mondial. Ce programme renforcera la capacité de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan à freiner toute croissance future d'émissions de gaz à effet de serre, et à créer un environnement propice à l'investissement privé dans le secteur de l'énergie.

Ce programme de 4,2 millions de dollars est considéré comme un projet phare tant par l'ACDI que par l'IAPC. Il est administré en partenariat avec Iris Environmental Systems Inc. et ICF Consulting Canada Inc., de Calgary et Toronto respectivement. C'est un nouvel exemple de l'aptitude de l'IAPC à collaborer fructueusement avec le secteur privé à un projet complexe, dans une partie du monde qui n'est pas sans présenter des difficultés.

Réalisations

En 2001, l'IAPC signait un protocole d'entente avec chaque partenaire à l'échelon ministériel pour s'assurer de l'appui des autorités publiques. Les décideurs, les gestionnaires et les exploitants des secteurs de l'énergie et de l'environnement reçoivent une formation qui les aide à planifier et mettre en œuvre des projets qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre, conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Un site Web interactif a été développé pour permettre des échanges entre les formateurs et les stagiaires locaux et les spécialistes canadiens. On y trouve en outre le matériel didactique et les documents de formation, en anglais et en russe. Neuf projets-pilotes de modeste envergure sont prévus, à raison de trois par pays participant.

Défis

L'intégration des femmes au projet progresse conformément à la stratégie d'égalité des sexes. Le principe de protection de l'environnement est désormais accepté par les partenaires. Ce défi a été particulièrement difficile à relever, car la protection de l'environnement ne figure pas parmi les priorités gouvernementales des pays en question. Il n'a pas non plus été facile d'établir des liens de confiance au niveau politique et à l'échelon de la haute fonction publique, mais la motivation de ceux qui sont impliqués sur le terrain a porté fruit.

Leçons retenues

Voici quelques-unes des leçons retenues, dont il sera utile de tenir compte pour d'autres projets :

- Il est indispensable de maintenir de bonnes communications avec les ministres concernés, car l'idée de responsabilisation des échelons inférieurs et de délégation de pouvoirs est loin d'être acquise dans ces pays.

- Les ressources doivent être équitablement distribuées entre les trois pays participants.
- Les modules de formation doivent être adaptés à chaque pays car les intérêts, les connaissances et les attitudes varient.
- Il faut pouvoir réagir à des circonstances imprévues, car on adhère encore à des notions et à des pratiques de style soviétique en matière de planification, de finance et de comptabilité.
- Il est important d'obtenir la collaboration de tous les intervenants, car il arrive souvent que, dans les pays participants, les ministres responsables de l'énergie et ceux qui sont responsables de l'environnement ne soient pas sur la même longueur d'onde.
- De bonnes relations de travail doivent être maintenues avec d'autres organismes donateurs (Banque asiatique de développement, Banque mondiale, etc.)
- Pour être efficace et s'attirer le respect de ses partenaires, le directeur du projet doit avoir l'autorité pour prendre les décisions qui s'imposent.

Peter Melnychuk est directeur de programme, Projet de formation dans le bassin de la mer Caspienne.